

Prisonniers, les chiffres-clés 2020

5 avril 2021



On compte, au mois de mars 2021, **4 400** prisonniers politiques palestiniens dont **36** femmes, **11** membres du Conseil législatif palestinien dans les prisons israéliennes, **300** Palestiniens de Jérusalem-Est, **250** de Gaza et **70** Palestiniens d'Israël.

543 prisonniers purgent des sentences de prison à vie, et **498** des sentences de plus de 20 ans de prison.

La négligence médicale est courante dans les prisons israéliennes. **12%** des prisonniers palestiniens souffrent d'hypertension.

Selon le Comité de soutien au journalistes (Journalist Support Committee-JSC), **26** journalistes sont détenus dans des prisons israéliennes.

Depuis 1967, **850 000** Palestiniens ont été emprisonnés par les autorités israéliennes, **1 000 000** depuis 1948 et **10 000** depuis 2015.

Presque toutes les familles palestiniennes ont des membres qui ont subi des peines d'emprisonnement.

Détention administrative

La détention administrative est une procédure qui permet à l'armée israélienne de détenir une personne pour une période de **6 mois** maximum, renouvelable de manière indéfinie, sans inculpation ni procès.

440 Palestiniensdameer.org/statistics] sont en détention administrative.

La détention administrative en [infographie](#).

Enfants prisonniers

Depuis 2000, au moins **8 000 enfants** palestiniens ont été détenus, interrogés et inculpés par la justice militaire israélienne, soit **500 à 700** par an.

168 enfants (moins de 18 ans) sont, au mois de mars 2021, détenus dans les prisons militaires israéliennes. Ces chiffres ne reflètent cependant pas la situation globale des mineurs palestiniens et les persécutions récurrentes à leur encontre. Ils peuvent en effet être détenus et interrogés pendant quelques heures ou quelques jours, puis relâchés. De ce fait, de nombreuses arrestations ne sont pas documentées.

Les dernières statistiques sur la détention administrative de mineurs recensaient, en août 2020, **2** mineurs détenus administratifs.

La plupart sont inculpés pour avoir lancé des pierres et **3 enfants sur 4** subissent des violences physiques lors de leur arrestation, transfert ou interrogatoire. **97%** n'ont pas accès à un avocat pendant leur interrogatoire. **99%** des enfants sont condamnés suite à un plaider-coupable contraint.

Une fois leur sentence prononcée, **60%** des enfants détenus sont transférés des territoires occupés vers les prisons israéliennes, en violation avec la Quatrième Convention de Genève.

Pour plus d'informations sur la détention des mineurs, lire et/ou commander notre [brochure « Enfances brisées »](#).

Voir nos infographies sur les enfants palestiniens détenus [sur cette page](#) et [sur celle-là](#).

On compte **4 centres d'interrogatoire**, **3 centres de détention** et **18 prisons** dans lesquels sont détenus les prisonniers palestiniens. A l'exception de la prison d'Ofer (Cisjordanie), toutes les prisons sont situées en Israël, en violation du droit international.

2 cours militaires israéliennes sont présentes en Cisjordanie, à Salem (au nord) et Ofer (près de Ramallah).

99,74% des Palestiniens inculpés par la justice militaire israélienne sont condamnés. La grande majorité de ces condamnations résulte du « plaider coupable » (l'accusé doit plaider coupable pour que la peine requise par le procureur soit réduite).

Un prisonnier peut être détenu pendant 90 jours sans voir un avocat, période qui peut être étendue une fois, soit 180 jours au total.

Les tortures en prison et pendant l'arrestation sont fréquentes (voir notre [infographie](#)). 218 prisonniers palestiniens ont été tués en détention depuis 1967 (exécution, manque de soins ou torture).

Face aux nombreuses violations des droits des prisonniers impunies et à l'arbitraire de leur emprisonnement, 1 300 prisonniers palestiniens ont mené une grève de la faim le 17 avril 2017, pendant plus d'un mois (à voir en [infographie](#)), une pratique courante dans les prisons israéliennes. Un tel mouvement était néanmoins inédit depuis 2013. Suite à un accord visant l'amélioration des conditions de vie des détenus, ceux-ci ont mis fin à leur grève au bout de 42 jours. En 2015 et 2016, Mohammed Allan et Mohammad Al-Qiq avaient passé respectivement 62 et 94 jours en refusant de se nourrir.

Sources :

ADDAMEER – Prisoner Support and Human Rights Association

B'Tselem

La Croix

Middle East Monitor

DCI – Defense for Children International Palestine

[Voir la page consacrée à la campagne « Palestine la case prison »](#)

[Voir notre dossier thématique et les outils sur les prisonniers palestiniens](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Palestine - les chiffres-clés](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Prisonniers-les-chiffres-cles-2020>